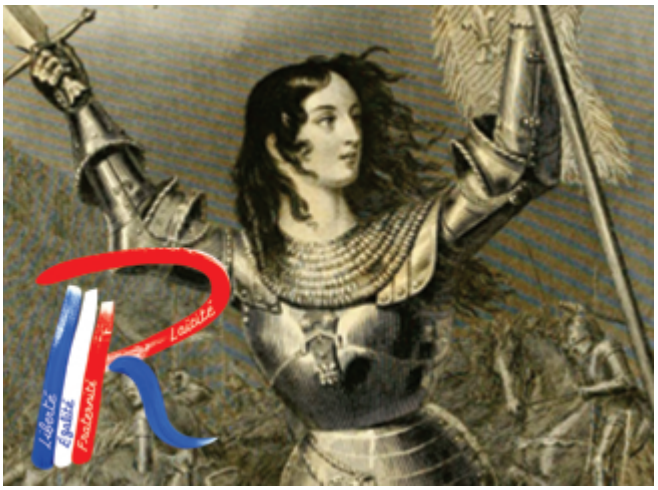
Viande de cheval, les Gaulois font de la résistance, par Richard Roudier

écrit par Christine Tasin | 19 février 2013



Du temps de mon enfance, il y avait à Béziers une quarantaine de boucheries dont une seule « chevaline » reconnaissable entre toutes par sa tête de cheval rutilante plantée au-dessus de la vitrine. Il n'y avait pas de confusion possible et les chalands d'ailleurs ne s'y trompaient pas.

Il faut dire que chez nous, les traditions ont la vie dure puisqu'elles remontent à deux millénaires dans le monde gréco-romain qui ne connaissait pas l'hippophagie ; la culture gauloise (la célèbre cavalerie gauloise) avait fait sienne cet adage « on ne mange pas sa monture » et l'église catholique au moyen-âge en avait remis une couche pour être sans doute en adéquation avec le rituel de la chevalerie.

Il faut dire que depuis les années soixante-dix, avec la redécouverte du cheval « ludique » il n'y a rien d'étonnant à ce que la consommation de viande de cheval, déjà résiduelle, ait pratiquement disparu. Les associations de protection animale dénonçant les conditions de transport et

d’abattage d’animaux parfois blessés, maltraités et affaiblis, ou toujours conscients lorsqu’ils se vident de leur sang sur la chaîne d’abattage.

Cette affaire des lazagnes de cheval est l’illustration des pratiques mises en place par la mondialisation que nous n’avons de cesse de dénoncer : les plats de marque Findus, étaient à base de viande de cheval d’origine roumaine ; ils étaient distribués dans 16 pays par l’entreprise française Comigel ; ces plats avaient été préparés au Luxembourg ; ils étaient vendus par la société luxembourgeoise Tavola ; le fournisseur français de la viande, la société Spanghero, (qui n’a de Spanghero que le nom) reconnaissant que la viande provenait d’un producteur qui abat et découpe à la fois du boeuf et du cheval. Bonjour la traçabilité !!!

Mais comment la Roumanie atterrit elle dans ce circuit ? Les mondialistes trouvant que les dividendes servis en Europe aux actionnaires n’étaient pas suffisamment juteux avaient décidé de faire entrer dans l’U.E en 2007 la Bulgarie et la Roumanie, dont le prix de revient de l’heure est dix fois moins élevé que dans les pays de l’ouest de l’Europe. Rappelons, que cette adhésion était assortie jusqu’au 1er janvier 2010, d’une clause de sauvegarde que Sarkozy, l’hyper-mondialiste, s’est bien gardé de faire jouer. Ainsi la Roumanie pouvait nous envoyer ses surplus de Roms et de vieilles carnes et, pour faciliter le transit, les autorités européennes n’ont rien trouvé de mieux que d’interdire la traction hippomobile sur les routes roumaines.

Cette affaire du cheval roumain labellisée « pur boeuf » dans les surgelés justifie pleinement nos exigences en matière de traçabilité… Mensonges… Mensonges… et s’ils nous mentent pour nous faire manger de la viande de cheval au lieu de boeuf, vous pensez qu’ils ont beau jeu de nous mentir sur la viande

hallal où il suffit d'un tapis de prière et de trois versets du Coran pour faire du hallal. Ce qui me permet d'affirmer, qu'aujourd'hui 80 % de la viande ovine ou bovine consommée dans notre pays est passée entre les mains d'un iman…

Vous aurez noté que les tenants de la mondialisation ont dégainé leur argument massue : « Il n'y a pas de risque pour la santé… » Encore heureux, mais la question primordiale n'est pas comme pour le halal une question seulement économique, ou de risque sanitaire… la vraie question, est pour moi culturelle ou quasi-religieuse : je n'ai pas du tout envie qu'un quelconque barbu, vienne psalmodier sur de la viande qui va se retrouver dans mon assiette, de même que je n'ai pas envie d'y retrouver une once de cheval.

Dans ce pays, où l'on fait une émeute quand on trouve une molécule de porc dans un paquet de bonbon, j'estime que les gaulois qui représentent tout de même 75% de la population ont une profonde légitimité et même un devoir de défendre leur culture et leur dignité.

Nous devons dans un premier temps exiger un étiquetage clair à l'aide d'icônes facilement identifiables sur tous les produits alimentaires et dans un deuxième temps, un label nous garantissant que notre alimentation est conforme à toutes nos valeurs de défense animale, de laïcité et à nos bases culturelles.

Richard Roudier, Réseau Identités